

Écrit par le 22 juillet 2024

Le Pont d'Avignon se pare de bleu pour la semaine de lutte contre le harcèlement scolaire



Chaque année, la Journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école a lieu le premier jeudi qui suit les vacances scolaires de la Toussaint. La [Ville d'Avignon](#) a décidé d'aller plus loin en dédiant une semaine entière à cette cause avec des actions de prévention et des animations du 6 au 12 novembre.

Selon [une enquête menée par l'Ifop](#), un collégien ou lycéen sur cinq est victime de harcèlement scolaire. Ce dernier est reconnu par la loi du 2 mars 2022 comme un délit pénal qui peut être puni jusqu'à 10 ans de prison et 150 000 € d'amende. Instaurée en 2015, la Journée nationale de lutte contre le harcèlement scolaire est l'occasion d'organiser diverses manifestations au sein des écoles, des collèges et des lycées.

Écrit par le 22 juillet 2024

Une lutte à laquelle la Ville d'Avignon a décidé de prendre part.

Le bleu. C'est la couleur qui représente la lutte contre le harcèlement scolaire. Toute la semaine, le Pont d'Avignon et les Remparts de la Ligne et Limbert se parent de bleu. À cela s'ajoutent de nombreuses animations et actions de prévention pour dire « non » au harcèlement à l'école.

De la prévention dans les établissements scolaires...

C'est dans les écoles, collèges, et lycées que commence la prévention. Toute la semaine, les élèves des différents établissements scolaires avignonnais assistent et participent à des prises de parole sur le harcèlement avec la [Maison des adolescents](#) et le [Point d'accueil Écoute Jeunes](#), ou encore à des jeux de sensibilisation 'Non au harcèlement' avec la [Ligue de l'enseignement 84](#).

Dans toutes les écoles élémentaires, les enfants ont réalisé un arbre avec des mots ou des phrases sur la thématique du harcèlement. Le film *Colère, Tristesse et Solitude*, réalisé par les élèves de l'école de Massillargues, qui a reçu le Prix académique 2023 'Non au harcèlement', est également diffusé dans les établissements, mais aussi en avant-première de chaque film des cinémas [Utopia](#), [Pathé Gaumont](#) et [Le Vox](#). La prévention ne s'arrête donc pas aux murs des écoles, collèges et lycées.

... et en dehors

Les établissements scolaires ne sont pas les seuls à bénéficier d'actions de prévention et d'animations, le reste de la Ville, lui aussi, est concerné par la lutte contre le harcèlement à l'école.

Sur la place de l'Horloge, les passants peuvent découvrir une exposition de phrases 'choc' sur le harcèlement écrites par le Conseil municipal des enfants. Ils peuvent y lire « PAS DE HONTE À ÊTRE HARCELÉ, il faut en parler », « Je t'ai envoyé ma photo... POURQUOI L'AS-TU FAIT TOURNER SUR LES RÉSEAUX ? », ou encore « Je l'ai harcelé, c'était juste pour rire... LUI, IL EST MORT C'EST PIRE. »

Il y a également une exposition à l'Hôtel de Ville, où on trouve des dessins et bancs de l'amitié réalisés par les enfants de l'école Massillargues dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire.

Écrit par le 22 juillet 2024

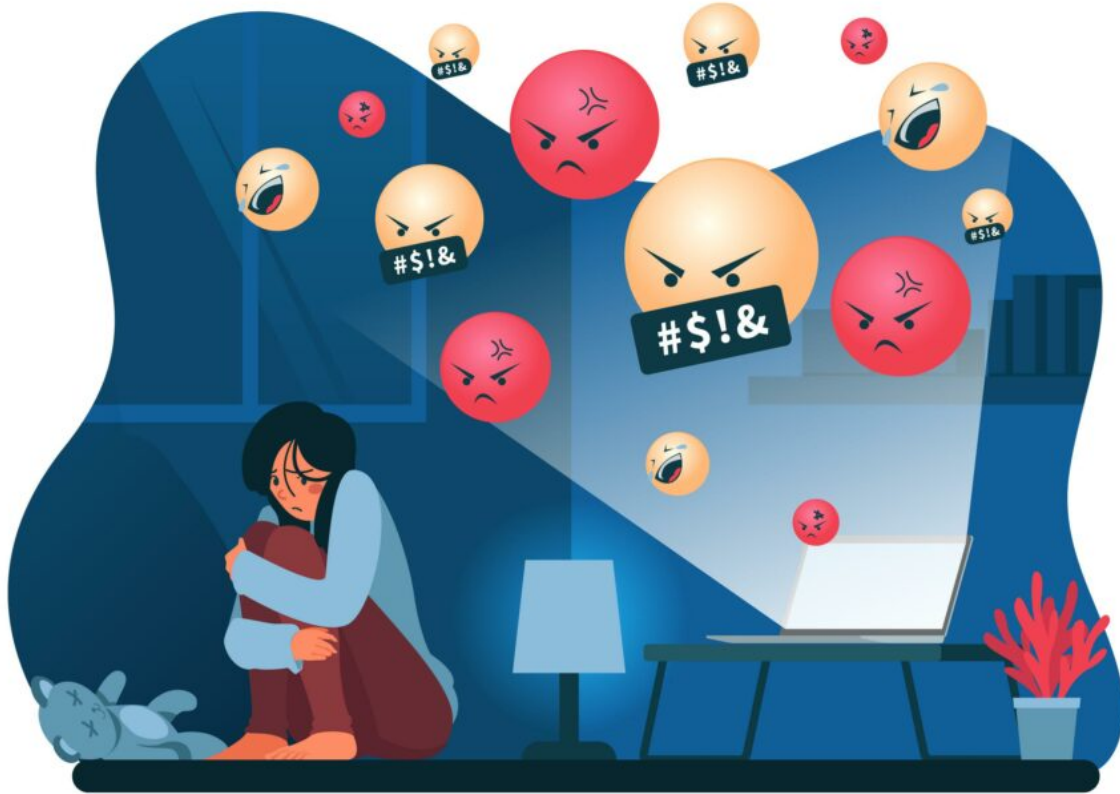


©Ville d'Avignon

V.A.

Harcèlement sur les réseaux sociaux : plus d'un tiers des 25-34 ans en a déjà été victime

Ecrit par le 22 juillet 2024



Alors que le Sénat a définitivement adopté, jeudi 29 juin, l'obligation pour les réseaux sociaux de vérifier l'âge de leurs utilisateurs et de réclamer l'accord des parents quand ils ont moins de 15 ans, les zOOMs de l'Observatoire Cetelem, accompagnés par Harris Interactive, s'intéressent dans ce troisième volet d'enquête de la thématique « Les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire » aux dérives associées à ces canaux.

Des menaces hiérarchisées différemment selon les générations

Si les réseaux sociaux font désormais partie du quotidien d'une grande partie des Français, ils sont loin d'être inoffensifs à leurs yeux : fake news et complotisme, publicités mensongères, harcèlement et violence verbale... Autant de risques associés aux réseaux sociaux par plus des ¾ d'entre eux.

Les problèmes de santé, comme l'addiction (75%), la sédentarité (63%), les troubles du sommeil (55%) et l'anxiété (53%) sont aussi associés à ces canaux d'information. Mais ce sont les risques de piratage et de violation de la vie privée qui sont les plus redoutés : près d'1 Français sur 2 (respectivement 49% et 48%) les citent parmi les 3 dangers qu'ils craignent le plus, le 3ème risque le plus redouté étant le harcèlement (46%).

Écrit par le 22 juillet 2024

Une hiérarchie qui diffère selon les âges. En effet, les Français de 65 ans et plus évoquent en premier lieu les tentatives de piratage (65%), loin devant le harcèlement et la violence verbale (41%). À l'inverse, les 15-24 ans redoutent d'abord le harcèlement (50%), devant la violation de la vie privée (39%), le piratage des données et l'addiction (36%).

Plus d'1 Français sur 5 (23%) estime avoir déjà été victime de harcèlement, et jusqu'à 37% chez les 25-34 ans. 28% affirment que « beaucoup de personnes de leur entourage » y ont déjà été confrontées, ce chiffre étant nettement plus élevé parmi les 25-34 ans (48%) que dans les autres tranches d'âge. Et ils sont 9 sur 10 (90%) à y voir un problème grave, qui peut toucher tout le monde sans distinction (86%).

L'addiction, un risque peu considéré

Plus de 8 Français sur 10 (81%) identifient l'addiction aux réseaux sociaux comme un problème de santé publique, au même titre que l'alcool et le tabac, et 80% estiment que tout le monde peut être concerné sans distinction particulière. Face à cet enjeu, ils pointent une certaine faiblesse dans l'action des pouvoirs publics (63%), et dans celle des plateformes (67%), dont ils jugent qu'ils ne se saisissent pas suffisamment du problème. Aujourd'hui, c'est à un niveau individuel qu'ils agissent pour lutter contre l'addiction : ainsi, 68% des utilisateurs ont déjà entrepris de limiter leur temps passé sur les réseaux, et 33% ont déjà supprimé leurs comptes.

La plupart des Français indiquent passer moins de 2 heures par jour sur les réseaux sociaux : 40% y consacrent moins de 30 minutes, et 35% entre 30 minutes et 2 heures. Cependant, ils sont un quart (25%) à avouer y passer plus de 2 heures quotidiennes, avec de fortes variations selon l'âge : 70% des 15-24 ans contre 36% chez les 25-34 ans, ainsi qu'une légère différence entre les femmes (28%) et les hommes (21%),

Près des deux tiers des Français (64%) estiment avoir des proches « accros » aux réseaux sociaux, mais seuls 36% d'entre eux ont le sentiment de l'être eux-mêmes, un chiffre qui atteint néanmoins plus de la moitié des 15-34 ans (52%). Ils sont très largement enclins à les considérer comme une perte de temps (69%), qui ne leur apportent que des contenus futiles (77%). Ils sont nombreux également à reconnaître leurs tendances addictives, confiant avoir du mal à arrêter de « scroller » leur fil d'actualité (54%, et jusqu'à 75% chez les 15-24 ans). Il apparaît toutefois facile pour 75% des Français de passer moins de temps sur les réseaux. D'ailleurs, 1 utilisateur sur 2 (49%) pourrait sans difficulté supprimer ses comptes (64% des plus de 65 ans et 24% des 15-24 ans).

Réguler pour protéger

Seul 1/3 des utilisateurs publie des photos d'eux sur les réseaux de manière régulière. Ils en partagent également de leur entourage, et ce, sans nécessairement leur demander leur autorisation au préalable : 25% d'entre eux avouent publier régulièrement des photos de leurs amis sans les consulter, une habitude plus fréquente chez les moins de 50 ans.

Plus d'1/3 des parents d'enfants mineurs (38%) déclarent publier régulièrement des photos de leur progéniture sur les réseaux. Parmi eux, moins de la moitié demande l'autorisation à ces derniers avant de publier ce type de contenu (45%), et à peine plus nombreux sont ceux qui les préviennent de la

Écrit par le 22 juillet 2024

publication (47%). 38% affirment cacher souvent ou de temps en temps le visage de leurs enfants lorsqu'ils publient une photo d'eux. Or, les Français sont près de 9 sur 10 (87%) à estimer que les photos d'enfants publiées sur les réseaux peuvent leur porter préjudice à l'âge adulte (87%). Si 92% des Français considèrent comme indispensable le fait de responsabiliser les parents sur cet enjeu, il leur paraît également nécessaire de renforcer le cadre légal sur la question (89%).

Les Français ont une connaissance restreinte des dispositions légales et sécuritaires, qu'il s'agisse des CGU (conditions générales d'utilisation) des réseaux sociaux qu'ils utilisent (40%), ou des mesures de sécurité qui existent pour protéger leurs comptes (39%). Seule une courte majorité (58%) a le sentiment de bien connaître ce qu'il est autorisé ou interdit de publier sur les réseaux.

Ce sentiment de flou juridique va de pair avec un manque de confiance envers les plateformes : moins de 4 Français sur 10 (38%) font confiance aux réseaux pour respecter leur propre politique d'usage des données des utilisateurs. En matière de sécurité informatique, le niveau de confiance n'est pas plus élevé : seuls 37% font confiance aux plateformes pour protéger les utilisateurs du risque de piratage, quand 63% sont sceptiques.

Face aux divers dangers liés à l'utilisation des réseaux sociaux, plus de trois quarts des Français (78%) attendent une meilleure régulation : pour la majorité, il revient plutôt aux plateformes de lutter contre ces risques et protéger les utilisateurs (54%) qu'aux pouvoirs publics (24%). Les 22% restants estiment que ce n'est ni le rôle des plateformes ni celui des pouvoirs publics, mettant en avant la responsabilité individuelle des utilisateurs eux-mêmes.

« Nous constatons une hiérarchisation des risques liés à l'utilisation des réseaux sociaux différente selon les générations. Néanmoins, tous les Français se retrouvent sur le problème du harcèlement en ligne, qui a encore fait l'actualité il y a peu. Face à ces conséquences dramatiques, ils réclament une régulation accrue des plateformes, pour protéger les utilisateurs », commente Flavien Neuvy, Directeur de l'Observatoire Cetelem.

Méthodologie : Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 21 au 22 juin 2023. Échantillon de 1043 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).